

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr. ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. ; Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne RÉCLAMES : 25 centimes — On traite à forfait.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 14, 6 45, 7 33, 8 22, 9 23, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 10 05, 11 15, Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 03, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02, Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 90

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A Lille, chez M. Béghin, libraire rue Grande-Chaussée ; A Paris, chez MM. Havaas, Lafitte-Bullier, et Cie place de la Bourse, 8 ; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

BOURSE DE PARIS	
DU 14 FÉVRIER	
3 0/0	58 15
4 1/2	86 25
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 05
Emprunt 1871	93 05
DU 16 FÉVRIER	
3 0/0	58 80
4 1/2	86 00
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 10
Emprunt 1871	93 10

ROUBAIX, 16 FÉVRIER 1874

BULLETIN DU JOUR

L'exécution de la loi sur les maires continue. Le Journal officiel contient aujourd'hui des nominations de maires et adjoints dont la majeure partie concerne le département du Nord. (Voir la partie locale.)

L'Assemblée prend seulement quelques jours de vacances, au lieu d'un mois ou deux dont parlaient des feuilles officieuses; elle s'est ajournée simplement à jeudi prochain.

La discussion sur la loi des chèques et des billets à vue, qui a occupé la séance d'avant-hier, se terminera probablement jeudi prochain, à la reprise des séances, ou le lendemain.

Une feuille parisienne, constatant l'émotion produite par la lettre de M. Rouher, dit que M. de Broglie en a saisi le conseil des ministres.

En même temps, nous lisons dans le bulletin de la correspondance Havas : « Le centre droit a tenu aujourd'hui une longue réunion dans laquelle on a discuté les moyens de parer au manifeste de M. Rouher. Il a été question d'y répondre par un contre-manifeste; mais aucune décision n'a été prise à cet égard. »

M. de Broglie aurait, dit-on, demandé aux préfets s'il n'y aurait pas lieu de mettre de nouveau sous les yeux du public les listes électorales révisées depuis le 4 février. Dans certaines villes du Midi, Marseille, Avignon, Carpentras, Toulouse, Cette, Beziers, Nîmes, etc., etc., de nombreuses radiations ont été opérées, et le gouvernement tiendrait à connaître les réclamations qui pourraient se produire. Les préfets se seraient rangés à l'opinion du ministre de l'intérieur, et il ne serait pas impossible qu'un nouvel examen fut ordonné avant la fin du mois ou dans le courant de mars.

Par suite des faits révélés dans le procès intenté à l'Indépendance de la Haute-Saône par M. le duc de Marmier, l'élection de M. Hérisson paraît devoir être vivement contestée.

Le premier acte de l'empereur d'Autriche, aussitôt après son arrivée à St-Petersbourg, a été fort remarqué. Ce souverain, qui s'était séparé de la Russie lors de la guerre de Crimée, a fait une sorte d'amende honorable à celui qu'il avait abandonné. Il a visité dans la matinée du 14 le tombeau de l'empereur Nicolas, sur lequel il a déposé une couronne de lauriers. Les russes seront naturellement très-sensibles à cet éclatant hommage qui répudie en quelque

sorte les errements passés. Les journaux russes parlent d'ailleurs de la visite de l'empereur d'Autriche dans les termes les plus sympathiques et ils célèbrent cette visite comme un gage de paix européenne. François-Joseph a visité tous les membres de la famille impériale de Russie, les princes étrangers présents à St-Petersbourg et les ambassadeurs accrédités auprès du Czar.

D'après les dépêches de Londres, le cabinet Gladstone a virtuellement donné sa démission. Cette démission sera probablement rendue publique mardi, lorsque M. Gladstone ira présenter à la Reine la démission du ministère.

L'Observer dit qu'aucune décision ne sera prise avant le conseil de cabinet qui sera tenu demain; mais il est probable que M. Gladstone donnera sa démission avant la réunion du Parlement.

On mande de Berlin, le 14, au Daily-News : « Il règne toujours ici un sentiment d'aigreur contre le clergé et la presse belges; le sentiment public approuverait l'adoption de fortes mesures contre l'un et l'autre. »

La Gazette d'Italie publie une déclaration du général La Marmora démentant les assertions contenues dans la lettre de M. d'Usedom, que nous publions aujourd'hui. Le général La Marmora dit qu'il n'a pas reçu la note de M. d'Usedom, à la date du 17 juin au soir; il dément également qu'il ait manifesté l'intention de ne pas marcher sur Vienne. Le général affirme qu'il avait l'intention contraire.

Les dépêches qui nous parviennent d'Espagne depuis quelques jours se ressentent visiblement du carnaval. Avant-hier, un télégramme arrivant d'un côté, annonçait la capitulation de Bilbao; une autre affirmait que les assiégés possèdent pour un mois de vivres frais et pour plusieurs mois de vivres secs. Pour rester dans le vrai, nous n'avons cru ni l'une ni l'autre de ces deux nouvelles, qui sont de pure fantaisie toutes les deux.

Hier, les télégrammes de l'Agence Havas annonçaient subitement que « l'armée de Moriones a été transportée par le chemin de fer à Santander. » Il est heureux que la dépêche n'ait pas dit « par le télégraphe. »

En attendant, Bilbao est serré de près par les carlistes, et ce n'est pas en allant faire un voyage du côté de Santander que le général Moriones sera désagréable aux assiégés.

Le Staats-Courant néerlandais s'inscrit en faux contre la dépêche, en date de Penang, 10 février, relatant une défaite des Hollandais.

L'organe officiel déclare que cette dépêche ne pouvant se rapporter à un nouveau fait d'armes, est purement et simplement une répétition de celle qui relatait le combat livré le 29 janvier.

Une révolution ministérielle vient de s'accomplir à Constantinople. Le grand vizir a été destitué le 13. Hussein-Aoni-

pacha a été nommé grand vizir; il conserve en même temps le portefeuille de la guerre. On s'attend encore à d'autres changements ministériels.

La chute de Mehemed-Ruchid-pacha produira un effet très-fâcheux. Les fonds turcs vont immédiatement s'en ressentir. C'est au moment même où cet homme d'Etat mettait la main aux réformes économiques et financières dont l'Europe avait accueilli l'annonce avec tant de sympathiques encouragements, qu'un caprice du Sultan l'arrache à sa haute position et sans que l'on sache au juste les raisons qui ont déterminé cette grave résolution.

M. le marquis de Franclieu vient d'adresser la lettre suivante à M. Rouher : Monsieur,

Vous dites dans une lettre que tous les journaux ont reproduit hier :

« Le moment venu, il n'y aura plus en présence que deux formes de gouvernement : « La République « Et l'Empire. »

Je vous en demande pardon; vous êtes ici dans une étrange erreur.

La République et l'Empire ne sont pas deux choses distinctes; l'une et l'autre ont été, sous deux formes différentes, l'expression même de la Révolution.

L'une et l'autre restent la force de destruction, qui a poussé déjà trois fois mon pays à sa perte.

Nieriez-vous qu'en 1814, en 1815 et en 1870, l'Empire nous ait livrés pieds et poings liés à l'étranger après avoir anéanti toutes nos forces nationales ?

Vous regardez-vous donc comme condamné à compléter votre œuvre infernale ?

Non, monsieur. Le jour venu, vous ne ferez qu'un de la Révolution et de l'Empire, et vous trouverez devant vous — qui ? — le Roi, ce vieux principe de vie, toujours également puissant, venant invariablement sauver la France, lorsque tout semble désespéré.

Agitez, je vous prie, monsieur, cette expression de mes sentiments patriotiques, Marquis de FRANCLIEU.

Versailles, 14 février 1874.

Nous lisons dans le Constitutionnel : « La Gazette de l'Allemagne du Nord ne cesse ses tentatives en vue d'amener les journaux français sur le terrain brûlant de polémiques qui, en s'envenimant, deviendraient des prétextes de conflits internationaux. C'est un système bien organisé de provocation dont le but est facile à reconnaître. Il importe d'isoler ce genre de journalisme, et pour cela le moyen le plus simple est de prendre quelquefois acte de ces articles, sans y répondre jamais. »

Nous sommes absolument du même avis que le Constitutionnel.

LETTRE DE VERSAILLES

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Versailles, 14 février 1874.

Les couloirs de l'Assemblée commencent à retentir des projets du parti bonapartiste, à l'occasion du prochain anniversaire du 16 mars.

On sait que ce jour-là, le prince impérial doit atteindre sa majorité. Cet événement est l'occasion d'un nouvel antagonisme

entre les deux groupes des partisans de l'Empire.

Les mameluks voudraient que le jour même où il atteindra sa majorité, le prince impérial fut l'objet d'une espèce de reconnaissance officielle des anciens fonctionnaires de l'Empire.

Le projet devrait affecter les plus grandes proportions. Tous les fonctionnaires civils ou militaires, les membres des corps électifs, conseillers municipaux, conseillers généraux ou députés, en un mot toute la France de l'Empire serait convoquée à reconnaître la dynastie des Bonaparte comme une espèce de légitimité éternelle.

On devine que ce projet est sévèrement blâmé par M. Rouher et ses amis.

La lettre que cet homme d'Etat écrivait, il y a quatre jours à un journal de Clermont, prouve assez clairement combien ses vues sont contraires à toute politique d'opposition. Au lieu de combattre le septennat de vive force, M. Rouher voudrait s'en faire un échelon pour atteindre le pouvoir. Instruit des rivalités de partis qui s'agitent autour du maréchal, il voudrait offrir à ce dernier un appui assez ferme pour en obtenir en échange des témoignages de confiance. Parvenir ainsi à reconstituer sans bruit le personnel administratif de l'Empire, lui paraît un moyen sûr d'arriver, dans sept ans, à la possession légale des affaires.

Dans ce système, le maréchal de Mac-Mahon serait, aux yeux des bonapartistes, ce qu'est M. Thiers aux yeux des républicains : un cheval de renfort pour monter la côte. Les mameluks qui menacent le septennat sont donc, aux yeux de M. Rouher, aussi malhabiles que les radicaux qui pressaient M. Thiers de proclamer la République.

Pendant ces derniers jours, les amis de M. Rouher ont fait les plus grands efforts pour faire accepter cette politique par les amis plus turbulents ou plus pressés.

On n'est même pas éloigné de penser que la lettre de M. Rouher à l'Ami de l'Ordre, de Clermont, a été pour cet homme d'Etat un moyen de hâter les résolutions de son parti.

Il n'a cependant pas encore obtenu une soumission complète.

Hier soir encore, à Paris, dans une nombreuse réunion des personnages les plus importants de l'Empire, la question a été débattue avec une grande vivacité.

Tout porte à croire cependant que les prudents avis de M. Rouher finiront par triompher dans une certaine mesure.

L'anniversaire du 16 mars ne passera évidemment pas inaperçu, mais les manifestations conserveront un caractère intime; elle n'atteindront pas cette publicité retentissante qui n'aura d'ailleurs pas été sans rencontrer plus d'une difficulté pratique.

Quant aux manœuvres sourdes par lesquelles le parti de l'Empire semble vouloir circonvenir le gouvernement, elles prennent dit-on, une grande extension et semblent se propager dans la France entière.

Jusqu'à présent elles se bornaient, dit-on, à dénoncer au chef de l'Etat les vues de l'Orléanisme. Ce dernier parti nourrissait d'après eux, le secret espoir d'usurper le maréchal en produisant sa personne dans toutes les circonstances difficiles, et de le remplacer ensuite en élevant M. le duc d'Aumale sur le pavois.

Sans garantir en rien l'exactitude de ces accusations mutuelles, nous vous les signalons comme un bruit persistant.

Aujourd'hui ce bruit public nous signale une extension dans les provinces de l'antagonisme. Orléano-Bonapartiste. Les deux partis se disputeraient les nominations aux nouvelles fonctions de maire.

La ville de Clermont serait une de celles

où les deux partis se mesureraient, des yeux.

On sait que cette région contient des bonapartistes en assez grand nombre. Que ce soit pour les surveiller ou pour d'autres motifs, il est certain que le pouvoir a mis à la tête de cette préfecture un des plus intelligents organes du centre droit, M. Michon, homme de lettres récemment signalé dans la sous-commission constitutionnelle comme l'auteur d'une brochure orléaniste, a dit-on, l'avantage d'être honoré de la bienveillance particulière de M. le duc d'Aumale.

C'est autour de ce centre que l'Orléanisme se serait aggloméré. Ce soir doit avoir lieu à Clermont une fête d'été à laquelle M. le duc d'Aumale serait, dit-on, invité.

Qu'il prenne ou non la peine de se transporter de sa personne dans le chef lieu du Puy-de-Dôme on comprend que le seul fait de son imitation a été déjà noté par la presse de l'Empire.

Elle taille ses plumes en ce moment, et nous aurons probablement, sur tout ceci, beaucoup de bruit dans Laudernau.

Sans nous porter garants de cet ensemble de nouvelles, notre devoir de reporter désintéressé entre les deux causes est de reconnaître que l'antagonisme Orléano-Bonapartiste fait ici l'objet de commentaires persistants.

L'incident Bloncourt continue aussi à faire retentir nos couloirs. Ce matin s'est réunie la commission chargée d'examiner la conduite de ce député. MM. Lucet, Brame et Luro ont insisté vivement que jamais pour que l'on recherché les motifs de la longue impunité dont a joui M. Bloncourt sous le gouvernement de M. Thiers.

La demande ne paraît pas sans inconvenients à certains membres de la commission qui se préoccupent non de M. Thiers, mais de la justice militaire que le précédent gouvernement a sans doute paralysée, et qui pourrait cependant être compromise aux yeux de l'opinion par le seul fait de son inaction forcée.

Un terme moyen a été adopté. Le général Appert, commandant la place de Versailles, ne sera pas appelé au sein de la commission, comme on en avait d'abord exprimé la pensée. Mais M. le président a été invité à se transporter sans bruit dans le greffe du Conseil de guerre, à compiler les dossiers et à rapporter à ses collègues les observations qui lui auraient paru dignes de remarque.

Le terme moyen consiste donc à remplacer une enquête parlementaire par une espèce de commission rogatoire. On se réunira jeudi prochain pour entendre le résultat. A. Z.

Le préfet des Vosges, considérant que, le conseil municipale de Remiremont ayant été convoqué à l'effet de procéder à l'installation du maire nommé par le dernier décret, 7 membres seulement sur 21 se sont rendus à la séance, a pris un arrêté qui suspend ce conseil pour deux mois.

M. le préfet de la Corrèze vient de prendre un arrêté pour interdire aux jeunes gens convoqués pour le tirage au sort, de se réunir en bandes nombreuses, de se faire précéder de drapeaux, de tambours ou d'instruments de musique et de pousser des cris dans les villes et les localités où ils sont convoqués pour les dites opérations.

Le ministre du commerce, M. Deseilligny, devant la commission du budget, s'est prononcé contre deux amendements que la Chambre avait pris en considération

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 17 FÉVRIER 1874.

— 25 —

MARI DE LAURENCE

Par M^{me} Claire de CHANDENEUX

DEUXIÈME PARTIE. — Drame.

Permettez-moi, à ce sujet, de m'étonner de la crédulité générale qui fit attribuer à une simple chute la blessure mortelle de Mme Liemann. Médecins et amis firent montre de peu de clairvoyance.

Charles tressaillit. Que de fois il avait agité, dans sa pensée la plus intime, ce doute atroce, sans solution possible !

— Ce fut alors que j'eus à jouer un rôle. Dans le trouble général, je n'y eus pas grand mérite. Quand je vis, seul, un instant, M. Liemann, je le rassurai sur ma discrétion en lui laissant toutefois une terreur des plus salutaires. On ne saurait me reprocher, je pense, le soin que je pris de tranquilliser un infortuné qui n'avait agi que dans l'irréflexion de l'ivresse non plus que de la prudence personnelle qui dicta ma conduite. Il faut bien vivre.

Après tout, je n'étais pas né pour être ouvrier toute ma vie. Soldat, j'avais servi mon pays sans vocation positive. Léna,

cette ennemie dont la jalousie me frappe, ne vous a pas tout dit. En passant, je lui en sais gré. Mais voici cette lacune comblée.

Après quelques petites difficultés avec l'autorité militaire, je pris le parti de ne pas attendre le résultat de ses sévérités et passai en Autriche. Vous voyez, Léna, que je ne suis pas en reste de franchise avec vous.

Léna le regarda avec dédain. — Je m'inscris en faux contre un seul mot de votre récit, Otto; je n'ai plus pour vous ni affection, ni estime, je ne suis pas jalouse et ne vous permets pas de m'accuser de cette faiblesse.

— Donc, reprit Otto sans s'émouvoir, me sentant fait pour une destinée meilleure, je me suis aidé des circonstances, au lieu de les attendre passivement. J'ai touché un but splendide. Demain, je n'avais qu'à vouloir, pour atteindre.

— Oh ! se révolta Hedwige. — Que Mlle de Stoneim me pardonne cette audace, mais c'est ainsi. Demain, la belle-sœur de M. Liemann, l'assassin de sa première femme, s'estimaît heureuse d'acheter mon silence par le don de sa main.

— Assez ! ordonna impérieusement Hedwige. — Un nuage voilait le front de l'aventurier, dont le regard hardi enveloppa la jeune fille.

— Certes, fit-il d'une voix émue, je ne méritais pas un tel don, mais il

aurait fait de moi un honnête homme. Et, profitant de la stupeur que produisait son récit, il fit quelques pas pour se retirer.

— Je vous défends de reparaitre chez M. Liemann, lui dit Charles avec autorité. Fuyez : ne le revoyez jamais.

— Soit, monsieur, répondit-il; mais, croyez-moi, il vous est plus facile de le débarrasser d'un complice que de le délivrer du remords.

Et il sortit sans être autrement inquiet.

Hedwige, dans le paroxysme de l'exaltation, saisit les mains de Léna en s'écriant :

— Vous êtes notre providence ! Sans vous, nous roulions dans un abîme effroyable. Pourrons-nous jamais nous acquitter ?

— N'y tachez pas. Vous n'entendez plus jamais parler de moi.

— Pourquoi cela ? Croyez-vous que notre reconnaissance soit si prompte à se lasser ?... Nous apprendrons à vous connaître, à vous aimer, comme nous vous bénissons déjà.

— Je n'ai nul besoin de votre reconnaissance et ne veux pas de votre affection. J'ai agi par conscience et non par sympathie pour vous. On m'a dit qu'Otto devait vous prendre pour femme. Cela eût été une chose inique, que vous ne méritiez pas. Je l'ai empêchée. Si Otto n'avait point songé à cette turpenterie monstrueuse, je ne serais pas venue. Et toujours froide, calme et dédai-

gneuse, Léna, retirant sa main de celle d'Hedwige, salua la baronne et sortit. Charles la rejoignit dans la cour.

— A revoir, Léna, lui dit-il, puisque vous ne voulez pas qu'on vous dise merci.

— Non, pas à revoir. Dites-moi adieu. — Où donc allez-vous ?

— Je ne sais. J'a-bas, au pays, tout me rappellerait un bonheur mort. Mon père ne me pardonnera jamais; car il vivait d'Otto comme Otto vivait de Liemann. Il laut donc que je parte au loin, si loin que ces souvenirs ne m'y poursuivent plus. Oh ! les laides choses !

Elle couvrit son visage de ses deux mains et s'éloigna à grands pas dans la demi-clarté de l'avenue.

Charles, le cœur palpitant, rentra dans la serre. Pendant cette révélation cruelle, il avait commandé à son visage, à ses gestes, à sa voix. Il s'était même interdit de regarder une seule fois la malheureuse Wilhelmine.

Avec quelle inquiétude douloureuse il la chercha des yeux. La pauvre enfant n'avait pas dû subir toutes les angoisses de cette scène. Elle avait glissé évanouie derrière le fauteuil de sa mère, et sa tête pâle, noyée dans les flots répandus de ses cheveux, reposait sur le tapis.

Il fit un cri en se précipitant. La baronne qui se lamentait sans rien voir, sortit de sa désolation pour l'aider à relever la jeune femme.

Hedwige, prompt à saisir l'occasion difficile d'éloigner les invités, se répan-

dit en appels retentissants.

On accourut. Invités et domestiques, déjà surpris de tout ce qu'ils avaient entrevu d'insolite pendant cette soirée, apprirent qu'une faiblesse subite venait de saisir la fiancée, qu'il fallait un médecin et du repos avant tout.

Naturellement, le vide se fit aussitôt autour de la malade et, lorsque le médecin appelé accourut, il y avait déjà quelques minutes que la famille, réunie autour du lit de Wilhelmine, pouvait échanger en toute liberté ses multiples impressions.

Wilhelmine était revenue à elle. Une main dans celle de son père, l'autre dans celle de sa sœur, elle laissait son doux regard, plein d'une joie mélancolique, s'arrêter sur les yeux ravis de son cousin.

N'était-ce pas à lui, à son ingénieuse initiative qu'elle devait sa délivrance ?... Le baron était foudroyé de surprise. Il n'avait rien vu, lui. Tout entier à ses invités, ce n'était qu'après leur départ que Charles, en quelques paroles brûlantes, l'avait mis au courant des événements étranges qui venaient de se dérouler.

Dans la tête de M. de Stoneim, c'était encore le cahos. Sa fille prête à épouser un assassin, sa maison de banque de nouveau compromise, cette femme bizarre qui était survenue pour tout sauver et tout détruire à la fois, tout cela tourbillonnait dans son cerveau avec